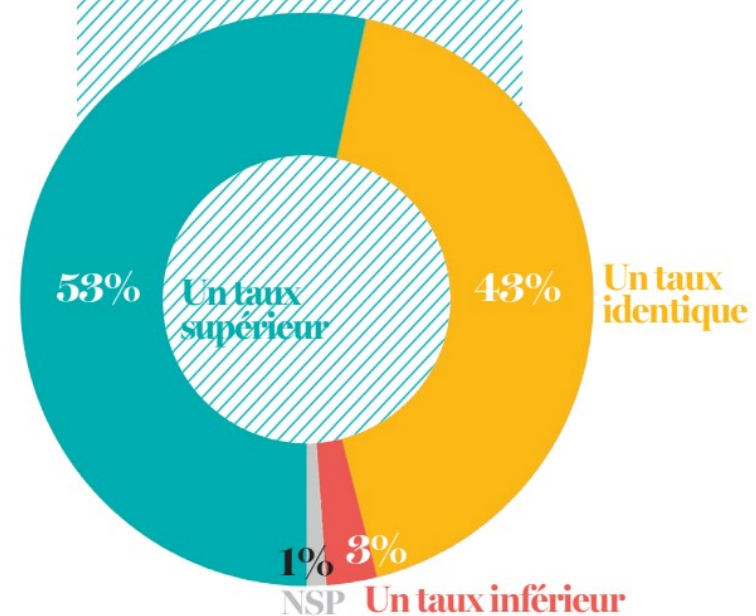


#### LE DÉMANTELEMENT DES GAFAM

**Faut-il démanteler les grandes sociétés du numérique, appelées «GAFAM» (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ?**

Faut-il que la puissance publique durcisse le ton face aux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ? À la question « faut-il démanteler les GAFAM ? », les Français se sont prononcés favorablement à 40%, ce qui témoigne d'une défiance marquée envers ces géants dont le pouvoir économique et l'intrusivité inquiètent. Fait intéressant : cette défiance est d'autant plus marquée auprès des jeunes générations qui semblent mieux percevoir l'étendue tentaculaire des empires commerciaux des GAFAM.

Reste qu'une large majorité des Français (58%) se prononce en défaveur de leur démantèlement, ce qui laisse à penser qu'une action antitrust contre ces entreprises est peu crédible ou non souhaitable. Au contraire du levier fiscal qui apparaît comme prioritaire, notamment auprès des plus de 35 ans. Il semble, en effet, que les années de négociation autour de la mise en place d'une taxation mondiale minimum sur le profit des multinationales ont contribué à faire connaître les pratiques d'optimisation fiscales de ces entreprises.



#### L'IMPOSITION DES FIRMES MULTINATIONALES

**Afin de s'attaquer aux paradis fiscaux, un accord international est en cours de finalisation pour que les firmes multinationales paient un taux minimum d'impôt sur les profits qu'elles logent à l'étranger de 15%. La France devrait-elle soutenir la proposition d'un taux supérieur, identique, ou inférieur ?**

Or, ces pratiques passent d'autant plus mal dans l'opinion qu'elles sont le fait de firmes qui présentent des résultats exceptionnels et qui se sont en outre encore renforcés durant la crise Covid. Néanmoins, si le principe d'une taxe mondiale paraît largement partagé dans l'opinion, son niveau divise : les Français le jugent à 53% comme insuffisant. Sans doute se rappellent-ils que ce taux de 15% reste bien en-deçà du taux d'imposition sur les sociétés françaises qui aura été ramené de 33,3% à 25% entre 2017 et 2022. •

**Julien Pilot** – Enseignant-Chercheur, OMNES Education.